

Face à la crise mondiale, trois défis pour la social-démocratie

KEVIN RUDD, premier ministre d'Australie.

LE MONDE, 11.03.09

L'histoire de l'humanité est parfois traversée d'événements perçus comme de véritables cataclysmes, lorsqu'une orthodoxie est renversée, puis remplacée par une autre. Aujourd'hui, l'ampleur de la crise financière mondiale exige que nous évaluions à nouveau la philosophie et la politique économique qui nous ont conduits jusqu'ici.

George Soros a déclaré que *"l'aspect fondamental de la crise financière actuelle était qu'elle ne provenait pas d'un choc extérieur... mais qu'elle avait bel et bien été générée par le système lui-même"*. George Soros a raison. La crise actuelle est le point culminant de trente années de politique économique dominée par l'idéologie du marché libre, tour à tour appelée néolibéralisme, libéralisme économique ou fondamentalisme économique.

L'idée maîtresse de cette idéologie est que l'activité du gouvernement devrait être limitée, pour être enfin remplacée par les forces du marché. Au cours de l'année passée, nous avons pu constater que les forces du marché non maîtrisées avaient conduit le capitalisme au bord du précipice.

Au lieu de distribuer les risques à travers le monde, le système financier mondial les a intensifiés. L'orthodoxie néolibérale soutenait que les marchés financiers mondiaux finiraient par s'autocorriger, que la main

invisible guidant les forces du marché livrées à elles-mêmes allait éventuellement les aider à trouver leur propre équilibre. Cependant, comme l'a observé l'économiste Joseph Stiglitz sur un ton plutôt caustique: *"La raison pour laquelle nous avons l'impression que cette main invisible est si souvent invisible, c'est qu'elle n'existe pas"*.

Franklin Delano Roosevelt a dû reconstruire le capitalisme américain après la Grande Dépression. Les démocrates américains, eux, fortement influencés par John Maynard Keynes, ont dû rétablir la demande intérieure après la guerre, et concevoir le plan Marshall, afin de reconstruire l'Europe et de mettre en place le système Bretton Woods pour gérer les engagements économiques internationaux. Il incombe désormais à une nouvelle génération de réfléchir et d'être à l'initiative de la reconstruction des systèmes économiques nationaux et internationaux.

Si les gouvernements centristes veulent sauver le capitalisme, ils doivent faire face à trois enjeux. Le premier est de passer par l'intermédiaire de l'Etat afin de reconstituer des marchés bien régulés et de rétablir la demande intérieure et mondiale. Avec la fin du néolibéralisme, il a été une fois de plus reconnu que l'Etat tenait un rôle fondamental.

L'Etat s'est imposé comme étant le principal acteur lorsqu'il s'est agi de répondre à trois éléments bien définis concernant la crise actuelle: il a en effet évité au système financier privé de s'écrouler, a donné une impulsion directe à l'économie réelle en raison de l'effondrement de la demande privée, et a défini un régime réglementaire à la fois national et mondial dans lequel le gouvernement a la responsabilité suprême de fixer et d'imposer les règles du système.

Le deuxième enjeu auquel sont confrontés les sociaux-démocrates est de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Alors que la crise financière mondiale persiste, et que les familles de par le monde subissent son lourd impact sur le marché du travail, il sera difficile de résister aux pressions demandant un retour à un modèle d'Etat-providence et de ne pas abandonner entièrement la cause des marchés ouverts et compétitifs à l'intérieur du pays, comme à l'étranger. Nous avons déjà ressenti les premiers signes de protectionnisme, bien que sous une forme plus modérée et moins radicale que la loi Smooth-Hawley de 1930 sur les tarifs douaniers.

Qu'il soit modéré ou profond, le protectionnisme est le moyen infaillible de transformer la récession en dépression, étant donné qu'il aggrave l'écroulement de la demande mondiale. La social-démocratie soutient encore la philosophie qui consiste à croire que la légitimité du pouvoir politique passe par sa capacité à contrebalancer le privé et le public, les profits et les salaires et les marchés et l'Etat. Cette philosophie montre bien, et avec force, quels sont les enjeux de notre époque.

L'autre enjeu auquel les gouvernements sont confrontés dans le cadre de la gestion de la crise actuelle est sa dimension sans précédent à l'échelle mondiale. Les gouvernements doivent définir des réglementations financières cohérentes sur le plan mondial, afin d'éviter d'arriver à une situation où les capitaux fuiraient vers les régions de l'économie mondiale ayant les plus faibles réglementations. Nous devons mettre en oeuvre des normes mondiales plus solides en matière de transparence pour les institutions financières d'importance systémique.

Nous devons également construire des cadres de surveillance plus forts, afin d'encourager les entreprises à adopter une attitude plus responsable, y compris au niveau de la rémunération des dirigeants.

Le monde s'est tourné vers une action gouvernementale coordonnée à travers le G-20: pour assurer la mise à disposition immédiate des liquidités pour le système financier mondial, pour coordonner une relance fiscale suffisante permettant de répondre à l'interruption de la croissance due à la récession mondiale, pour redéfinir les règles mondiales de réglementation pour l'avenir, pour réformer les institutions publiques existantes à travers le monde, notamment le FMI, et pour leur donner l'autorité et les ressources nécessaires afin de répondre aux exigences du XXI^e siècle.

Les dispositifs de gouvernance du Fond monétaire international (FMI) doivent être réformés. Il est raisonnable d'admettre que si nous attendons des économies en développement rapide comme la Chine qu'elles contribuent plus largement à des institutions multilatérales comme le FMI, il faut également qu'elles acquièrent plus de poids dans les décisions prises au sein de ces forums.

L'enjeu à plus long terme pour les gouvernements sera d'étudier la question des déséquilibres qui ont contribué à déstabiliser l'économie mondiale au cours de la dernière décennie, notamment au niveau des déséquilibres entre les économies à fort excédent commercial comme la Chine, le Japon et les pays exportateurs de pétrole, et les nations fortement endettées comme les Etats-Unis.

L'ampleur de cette crise et son impact à travers le monde signifient qu'il ne suffira pas de changer légèrement les orthodoxies établies depuis longtemps. Deux vérités irréfutables ont d'ores et déjà été démontrées : que les marchés financiers ne se corrigent ou ne se régulent pas toujours d'eux-mêmes et qu'un gouvernement (sur le plan national ou international) ne peut jamais renoncer à la responsabilité de maintenir la stabilité économique.

Pour les gouvernements, il est crucial de ne pas se tromper, pas uniquement pour empêcher que le système de marché ouvert ne s'autodétruise, mais aussi pour rétablir la confiance envers des marchés bien réglementés, afin d'éviter que de vives réactions ne surgissent de la part de l'extrême gauche ou de l'extrême droite.

Les gouvernements n'ont pas le droit à l'erreur, car les enjeux sont trop grands : il y a d'abord les coûts économiques et sociaux liés au chômage à long terme, la pauvreté jetant à nouveau une ombre sur le monde en développement, et l'impact à long terme sur l'ordre stratégique et politique international actuel. Nous n'avons pas d'autre choix que celui de réussir. Trop d'éléments reposent sur notre capacité à l'emporter.